
Quatrième session, vingt-neuvième Législature

Fourth Session, Twenty-Ninth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi 153

(PRIVÉ)

Loi concernant la municipalité de la Paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard

Bill 153

(PRIVATE)

An Act respecting the parish municipality of Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard

Première lecture

First reading

M. SÉGUIN

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1973

Projet de loi 153

(PRIVÉ)

Loi concernant la municipalité de la Paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard

ATTENDU que la municipalité de la paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard a vu l'ensemble de son territoire inclus dans le territoire de la Communauté urbaine de Montréal et que, depuis le 23 décembre 1969, elle fait partie de ladite Communauté;

Qu'elle est la seule municipalité de paroisse qui a été incluse dans ce territoire, qu'elle n'est pas urbanisée, qu'elle a une population très restreinte, qu'elle ne fait pas partie du territoire de l'Île de Montréal, étant elle-même une île située à l'ouest de Montréal;

Qu'au point de vue accès, transport et communications, elle n'est comparable à aucune autre des villes de la Communauté;

Que, depuis trois ans, un essai loyal des dispositions de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal a été fait et qu'il s'avère de plus en plus que ces dispositions lui sont inapplicables, lui sont étrangères ou indifférentes et, dans la majorité des cas, lui causent préjudice, lui occasionnant des dépenses au-dessus de la moyenne de toutes les villes du Québec pour les mêmes services municipaux et lui créent des charges qui s'additionnent d'année en année, ce que les citoyens contribuables de l'île ne sont pas en mesure d'absorber dans l'état actuel des choses;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Bill 153

(PRIVATE)

An Act respecting the parish municipality of Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard

WHEREAS the parish municipality of Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard has seen the whole of its territory included in the territory of the Montreal Urban Community and, since the 23rd of December 1969, it is a part of the said Community;

It is the only parish municipality included in such territory, it is not urbanized, it has a very low population, it is not a part of the territory of the Island of Montreal, being itself an island located at the west of Montreal;

Considering access, transportation and communications, it is not comparable to any other city of the Community;

For three years, it has seriously tried to apply the provisions of the Montreal Urban Community Act and more and more such provisions prove to be inapplicable, foreign and meaningless to it and, in most cases, cause it prejudice, causing it to incur expenses above the average of all cities of the province of Québec for the same municipal services, and create charges increasing from year to year which the taxpayers of the island are not able to assume at the present time;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. L'annexe « A » du chapitre 84 des lois de 1969 est modifiée en retranchant, dans les sixième et septième lignes du troisième alinéa, les mots « Paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard ».

2. Les droits, obligations et prérogatives afférant à la Communauté urbaine de Montréal en vertu de sa loi constitutive et de ses modifications, cessent d'avoir application dans le territoire de la municipalité de la Paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard.

3. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

1. Schedule "A" of chapter 84 of the statutes of 1969 is amended by striking out the words "Parish of Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard" in the sixth and seventh lines of the third paragraph.

2. The rights, obligations and prerogatives of the Montreal Urban Community under the act constituting it, and its amendments, cease to apply to the territory of the parish municipality of Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard.

3. This act shall come into force on the day of its sanction.